

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

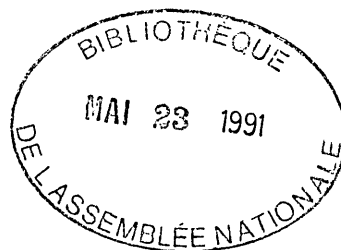
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 141

Loi sur l'enseignement privé

Présentation

Présenté par
M. Michel Pagé
Ministre de l'Éducation



Éditeur officiel du Québec
1991

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi remplace l'actuelle Loi sur l'enseignement privé. Il s'applique à tout établissement d'enseignement privé qui dispense tout ou partie des services de formation et d'éveil à l'éducation préscolaire, des services d'enseignement au primaire, des services d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, des services de formation secondaire pour les adultes, des services d'enseignement général ou professionnel au collégial ou des services de formation professionnelle d'appoint dans un domaine apparaissant à la liste établie par règlement du gouvernement.

Le projet de loi prévoit l'obligation d'être titulaire d'un permis pour exploiter un établissement d'enseignement privé. Il établit ensuite les règles régissant les activités des établissements d'enseignement privés, notamment celles relatives à l'organisation pédagogique et à la qualification des personnels.

Le projet de loi établit également les règles applicables au contrat de services éducatifs par lequel l'exploitant d'un établissement d'enseignement privé s'engage envers une personne physique, le client, à fournir des services éducatifs ou des services accessoires moyennant un prix que le client s'oblige à lui payer.

Il accorde au ministre de l'Éducation et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science le pouvoir d'agréer aux fins de subventions, après consultation de la Commission consultative de l'enseignement privé, l'établissement de l'exploitant qui en fait la demande par écrit. Le montant des subventions est déterminé suivant des règles budgétaires établies annuellement par le ministre et approuvées par le Conseil du trésor.

Le projet de loi assure la continuation, sous son nom, de l'existence de la Commission consultative de l'enseignement privé instituée par la Loi sur l'enseignement privé, pourvoit à son organisation et détermine ses fonctions et pouvoirs.

Le projet de loi détermine ensuite les pouvoirs de réglementation du gouvernement, du ministre de l'Éducation et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Il accorde au ministre de l'Éducation et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science un pouvoir d'inspection et d'enquête.

Le projet de loi détermine les conditions et modalités de modification ou de révocation du permis d'exploiter un établissement d'enseignement privé, de modification ou de révocation d'un agrément aux fins de subventions et de retrait de subventions en cas de défaut.

Enfin, ce projet de loi édicte des dispositions pénales et des dispositions transitoires et apporte les modifications de concordance nécessaires.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);
- Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3);
- Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15);
- Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (L.R.Q., chapitre M-15.1.1);
- Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1);
- Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);
- Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11).

Projet de loi 141

Loi sur l'enseignement privé

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION ET AUTRES DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

1. La présente loi s'applique à tout établissement d'enseignement privé dispensant tout ou partie des services éducatifs appartenant à une ou plusieurs des catégories suivantes:

- 1° les services de formation et d'éveil à l'éducation préscolaire;
- 2° les services d'enseignement au primaire;
- 3° les services d'enseignement en formation générale au secondaire;
- 4° les services d'enseignement en formation professionnelle au secondaire dans les spécialités professionnelles apparaissant à la liste établie par le ministre de l'Éducation en application de l'article 463 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) et qui ont pour but de conduire à un diplôme, certificat ou autre attestation officielle décerné par le ministre;
- 5° les services éducatifs pour les adultes de formation secondaire générale;
- 6° les services éducatifs pour les adultes de formation professionnelle dans les mêmes spécialités que celles visées au paragraphe 4° et qui poursuivent le même but;
- 7° les services d'enseignement général au collégial;

8° les services d'enseignement professionnel au collégial qui ont pour but de conduire à un diplôme ou certificat décerné par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou à une attestation d'études collégiales décernée par l'établissement en application du Règlement sur le régime pédagogique du collégial pris en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);

9° la formation professionnelle d'appoint, soit la formation professionnelle dans les domaines apparaissant à la liste établie à cette fin par règlement du gouvernement, et qui n'a pas pour but de conduire à un diplôme, certificat ou autre attestation officielle décernés par le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou à une attestation d'études collégiales décernée par l'établissement.

2. Sont visés à l'un des paragraphes 1° à 3°, 5° ou 7° de l'article 1, les services de formation ou d'enseignement qui ont principalement pour but de développer la compétence de l'élève dans les disciplines qui lui permettront de poursuivre des études primaires, secondaires, post-secondaires, collégiales ou universitaires, selon le cas.

La formation professionnelle ou l'enseignement professionnel a principalement pour but de développer la compétence de l'élève en vue de l'exercice d'un emploi, d'un métier ou d'une profession.

3. Est considéré exploiter un établissement d'enseignement toute personne ou organisme qui, pour son propre compte, dispense des services éducatifs.

4. Outre les exclusions prévues par les règlements du gouvernement, la présente loi ne s'applique pas:

1° aux établissements dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1);

2° aux personnes physiques qui dispensent seules des services éducatifs à la maison aux enfants exemptés de l'obligation de fréquentation scolaire, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 4° de l'article 15 de la Loi sur l'instruction publique;

3° aux personnes physiques qui dispensent seules à moins de cinq élèves à la fois certaines des matières d'une catégorie de services éducatifs visés à l'article 1, pourvu que ceux de ses élèves qui sont assujettis à l'obligation de fréquentation scolaire prévue à la section

II du chapitre I de la Loi sur l'instruction publique remplissent par ailleurs cette obligation;

4° à un établissement, relativement à la formation professionnelle d'appoint qu'il dispense à ceux qui y participent à la demande de leurs employeurs aux fins de leur travail.

5. Le ministre de l'Éducation exerce les fonctions et pouvoirs du ministre prévus à la présente loi relativement à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire, aux services éducatifs pour les adultes et à la formation professionnelle d'appoint, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, relativement à l'enseignement collégial, et le ministre des Transports, relativement au transport des élèves.

6. Dans la présente loi, on entend par « année scolaire » la période débutant le 1^{er} juillet d'une année et se terminant le 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE II

PERMIS D'EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT

7. Nul ne peut exploiter un établissement d'enseignement privé auquel s'applique la présente loi, s'il n'est titulaire d'un permis d'exploitation délivré par le ministre pour l'établissement et les services éducatifs ou catégories de services éducatifs visés à l'article 1 qu'il dispense.

8. Sauf mention au permis, son titulaire n'est pas autorisé à exploiter:

1° un établissement dispensant, par formation à distance, des services éducatifs ou catégories de services éducatifs mentionnés au permis;

2° un établissement réservant l'admission à tout ou partie des services éducatifs ou catégories de services éducatifs mentionnés au permis à des personnes handicapées, au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1), ou à des élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

9. Toute personne qui désire obtenir un permis doit en faire la demande par écrit au ministre, dans les délais prescrits par les règlements du gouvernement. La demande contient les renseignements et est accompagnée des documents déterminés par les règlements du gouvernement.

10. Le ministre délivre, après consultation de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour un établissement et des services éducatifs ou catégories de services éducatifs donnés, un permis à toute personne :

1° qui établit, à la satisfaction du ministre, que l'établissement disposera des ressources financières suffisantes et des installations et des équipements requis et adéquats pour dispenser les services éducatifs visés par le permis ;

2° qui n'a pas ou dont l'un des dirigeants n'a pas été déclaré coupable ou ne s'est pas reconnu coupable, dans les trois ans précédant la demande, d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements, ou d'un acte criminel commis à l'occasion de l'exercice des activités d'un établissement d'enseignement ;

3° qui acquitte les droits fixés par les règlements du gouvernement ;

4° qui fournit, sauf dans le cas d'un établissement agréé aux fins de subventions, un cautionnement pour garantir l'exécution de ses obligations envers ses élèves et ses clients au sens de l'article 55, conformément aux règlements du gouvernement ;

5° qui fournit les renseignements et les documents déterminés par les règlements du gouvernement et remplit, le cas échéant, les autres conditions déterminées par ces règlements.

Toutefois, le ministre peut refuser de délivrer un permis si, dans les trois ans précédant la demande, le demandeur était titulaire d'un permis et que ce permis a été révoqué.

11. Malgré l'article 10, le ministre peut refuser de délivrer un permis autorisant, au primaire ou en formation générale au secondaire, un enseignement restreint à certaines matières ou classes, ou assujettir la délivrance d'un tel permis aux conditions qu'il détermine.

12. Le ministre peut, s'il l'estime opportun et, le cas échéant, aux conditions qu'il détermine :

1° autoriser l'établissement à dispenser, par formation à distance, les services éducatifs ou catégories de services éducatifs qu'il détermine, pourvu que l'établissement dispense ces mêmes services aux élèves le fréquentant ;

2° autoriser l'établissement à réserver l'admission à tout ou partie des services éducatifs ou catégories de services éducatifs

mentionnés au permis à des élèves visés au paragraphe 2° de l'article 8 appartenant à la catégorie qu'il détermine.

13. Le ministre peut déterminer, compte tenu de la capacité d'accueil des installations mises à la disposition de l'établissement, le nombre maximal d'élèves qui peuvent être admis aux services éducatifs ou aux catégories de services éducatifs dispensés par l'établissement.

14. Le permis mentionne, outre le nom et l'adresse de son titulaire, le nom et l'adresse de l'établissement, l'adresse des bâtiments ou locaux mis à sa disposition et, le cas échéant, leur nom, ainsi que les services éducatifs ou catégories de services éducatifs que l'établissement est autorisé à dispenser et, le cas échéant, les autorisations et conditions visées aux articles 11 et 12 et le nombre maximal d'élèves admissible visé à l'article 13.

Le permis précise :

1° s'il concerne les services d'enseignement en formation professionnelle au secondaire ou la formation professionnelle pour les adultes, les spécialités professionnelles que l'établissement est autorisé à dispenser ;

2° s'il concerne la formation professionnelle d'appoint, les domaines qui en font l'objet ;

3° s'il concerne l'enseignement général ou professionnel au collégial, les programmes que l'établissement est autorisé à dispenser.

15. La période de validité du permis est de 3 ans.

Le ministre renouvelle pour 5 ans, et par la suite pour la même période, le permis du titulaire qui :

1° remplit les conditions prévues au paragraphe 1° et, s'il y a lieu, au paragraphe 4° de l'article 10 ;

2° acquitte les droits fixés par les règlements du gouvernement ;

3° satisfait aux autres conditions de renouvellement prévues par les règlements du gouvernement et fournit les renseignements et documents déterminés par ces règlements, le cas échéant ;

4° a respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements pour la période de validité précédant le renouvellement.

Toutefois, le ministre peut délivrer ou renouveler un permis pour une période moindre, s'il l'estime opportun.

16. Le ministre peut, à la demande du titulaire du permis, modifier le permis sur acquittement des droits fixés par les règlements du gouvernement.

Pour faire modifier les services éducatifs mentionnés au permis, le titulaire doit remplir les conditions de délivrance d'un permis applicables aux services éducatifs qu'il demande.

Avant d'accorder la modification, le ministre consulte la Commission, sauf s'il s'agit de modifier le nom de l'établissement ou de l'une de ses installations.

17. Le permis est incessible, sauf autorisation écrite du ministre.

18. Le titulaire du permis doit informer le ministre de tout changement ayant pour effet de rendre inexacts ou incomplets les renseignements fournis en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la modification de son permis.

Il doit, en outre, informer le ministre en cas de défaut de l'établissement de dispenser tout ou partie des services éducatifs visés à son permis.

Toute personne morale qui est titulaire d'un permis doit informer le ministre de toute fusion, vente ou cession dont elle est l'objet, ainsi que de toute modification de sa raison sociale.

CHAPITRE III

RÈGLES RÉGISSANT LES ACTIVITÉS DES ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE, ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

19. La présente section régit les services de formation et d'éveil à l'éducation préscolaire, les services d'enseignement au primaire et les services d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, à l'exception des services éducatifs pour les adultes, dispensés par les établissements d'enseignement privés.

20. L'âge d'admissibilité à l'éducation préscolaire est fixé à 5 ans à la date déterminée dans le régime pédagogique visé à l'article 21;

l'âge d'admissibilité à l'enseignement primaire est fixé à 6 ans à la même date.

21. Le régime pédagogique applicable aux services éducatifs visés par la présente section est le même que celui, édicté en application de la Loi sur l'instruction publique, applicable aux services éducatifs de même catégorie dispensés par les commissions scolaires, pour tout ce qui concerne :

1° les matières à enseigner, sous réserve des restrictions mentionnées au permis, le cas échéant ;

2° l'admission, l'inscription et la fréquentation scolaire, y compris les règles de passage d'un ordre d'enseignement à un autre ;

3° le calendrier scolaire et le temps prescrit, sauf le maximum prévu pour l'éducation préscolaire ;

4° l'évaluation des apprentissages et la sanction des études ;

5° les diplômes, certificats et autres attestations officielles que le ministre décerne, ainsi que les conditions applicables à leur délivrance.

Les modalités d'application du régime pédagogique sont les mêmes que celles établies par le ministre en vertu de l'article 459 de la Loi sur l'instruction publique.

22. Le ministre peut permettre toute dérogation aux dispositions de l'article 20 ou, pour favoriser dans toute matière prévue au régime pédagogique la réalisation d'un projet pédagogique particulier, toute dérogation aux dispositions de ce régime pédagogique.

En outre, les dispositions du régime pédagogique portant sur des dérogations ou des exemptions s'appliquent aux établissements d'enseignement privés comme s'il s'agissait de commissions scolaires.

De plus, l'établissement peut, à condition de respecter les règles de sanction des études et, s'il s'agit d'un établissement reconnu comme catholique ou comme protestant, les règlements du comité catholique ou du comité protestant institué par la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60), dispenser d'une matière prévue au régime pédagogique un élève qui a besoin de mesures d'appui dans les programmes de la langue d'enseignement, de la langue seconde ou des mathématiques ; la dispense ne peut toutefois porter sur l'un ou l'autre de ces programmes.

23. À l'éducation préscolaire, le programme de formation et d'éveil est celui établi par le ministre en vertu de l'article 461 de la Loi sur l'instruction publique ou le programme de l'établissement approuvé par le ministre.

24. À l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire général, les programmes d'études, en ce qui a trait à l'enseignement des matières obligatoires, sauf l'enseignement moral et religieux d'une confession autre que catholique ou protestante, sont ceux établis par le ministre en vertu de l'article 461 de la Loi sur l'instruction publique.

Toutefois, un programme d'études établi par le ministre peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, être remplacé par un programme d'études de l'établissement dans le cas d'un élève ou d'une catégorie d'élèves incapables de profiter des programmes d'études établis par le ministre. Un programme d'établissement est soumis à l'approbation du ministre.

En outre, les programmes d'études établis par le ministre peuvent être remplacés par les programmes d'études de l'établissement approuvés par le ministre si l'établissement est exploité en vertu d'un permis restreint à certaines des matières prévues au régime pédagogique.

Le programme d'études en enseignement moral et religieux d'une confession autre que catholique ou protestante est celui élaboré par l'établissement. Ce programme doit cependant comprendre les objectifs et les contenus obligatoires du programme d'études en enseignement moral établi par le ministre.

25. En formation générale au secondaire, le nombre d'unités attribué à un programme d'études de l'établissement dans une matière à option peut, avec l'autorisation du ministre, être supérieur à celui prévu au régime pédagogique.

26. En formation professionnelle au secondaire, les programmes d'études des spécialités professionnelles sont ceux établis par le ministre en vertu de l'article 461 de la Loi sur l'instruction publique ou les programmes d'études de l'établissement approuvés par le ministre.

27. L'exploitant de l'établissement s'assure que, pour l'enseignement des programmes d'études établis par le ministre, on ne se serve que des manuels scolaires et du matériel didactique ou des catégories de matériel didactique approuvés par le ministre en vertu

de l'article 462 de la Loi sur l'instruction publique et, si ces derniers servent à l'enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, approuvés par le comité catholique ou le comité protestant, selon le cas.

Il s'assure aussi que, pour l'enseignement des programmes d'études de l'établissement en enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, on ne se serve que des manuels scolaires et du matériel didactique ou des catégories de matériel didactique approuvés par le comité catholique ou le comité protestant, selon le cas.

28. L'exploitant de l'établissement s'assure de l'application des épreuves imposées par le ministre.

Le ministre impose des épreuves dans les mêmes matières ou spécialités professionnelles que celles déterminées en vertu de l'article 463 de la Loi sur l'instruction publique; il exerce, à cet égard, les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 470 de cette loi.

29. L'établissement reconnaît, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre en vertu de l'article 469 de la Loi sur l'instruction publique, les apprentissages réalisés par un élève autrement que conformément aux prescriptions du régime pédagogique.

30. L'établissement qui expulse un élève assujetti à l'obligation de fréquentation scolaire en informe la commission scolaire de qui relève cet élève.

SECTION II

SERVICES ÉDUCATIFS POUR LES ADULTES

31. Un établissement d'enseignement privé ne peut admettre aux services éducatifs pour les adultes de formation secondaire un élève tant qu'il est assujetti à l'obligation de fréquentation scolaire.

32. Le régime pédagogique applicable aux services éducatifs visés à l'article 31 dispensés par un établissement d'enseignement privé est le même que celui, établi en application de la Loi sur l'instruction publique, applicable aux services éducatifs pour les adultes de même catégorie dispensés par les commissions scolaires, pour tout ce qui concerne :

1° la nature des services de formation secondaire ainsi que leur cadre général d'organisation;

2° les conditions d'admission;

3° le dossier de l'élève;

4° l'évaluation des apprentissages et la sanction des acquis;

5° les diplômes, certificats et autres attestations officielles que le ministre décerne, ainsi que les conditions applicables à leur délivrance.

Les modalités d'application du régime pédagogique sont les mêmes que celles établies par le ministre en vertu de l'article 459 de la Loi sur l'instruction publique.

Les dispositions du régime pédagogique portant sur des dérogations ou des exemptions s'appliquent aux établissements d'enseignement privés comme s'il s'agissait de commissions scolaires.

33. Les programmes d'études des services de formation secondaire pour les adultes sont ceux établis par le ministre en vertu de l'article 461 de la Loi sur l'instruction publique, ou les programmes d'études de l'établissement approuvés par le ministre.

34. L'exploitant de l'établissement s'assure de l'application des épreuves imposées par le ministre.

Le ministre impose des épreuves dans les mêmes matières ou spécialités professionnelles que celles déterminées en vertu de l'article 463 de la Loi sur l'instruction publique; il exerce à cet égard les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 470 de cette loi.

35. L'établissement reconnaît, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre en vertu de l'article 469 de la Loi sur l'instruction publique, les acquis scolaires et extra-scolaires d'une personne inscrite aux services éducatifs pour les adultes.

SECTION III

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

36. Le Règlement sur le régime pédagogique du collégial s'applique aux services d'enseignement général ou professionnel au collégial dispensés par les établissements d'enseignement privés comme s'il s'agissait de collèges d'enseignement général ou professionnel.

Il en est de même des règles établies par le ministre dans l'exercice des fonctions et pouvoirs qui lui sont délégués par le

gouvernement dans l'application des dispositions de ce régime pédagogique.

37. L'établissement d'enseignement dispense tous les cours d'un programme d'enseignement général ou d'enseignement professionnel mentionné à son permis.

SECTION IV

FORMATION PROFESSIONNELLE D'APPOINT

38. Un établissement d'enseignement privé ne peut admettre à la formation professionnelle d'appoint un élève tant qu'il est assujéti à l'obligation de fréquentation scolaire.

39. Les programmes d'études de la formation professionnelle d'appoint sont les programmes d'études de l'établissement approuvés par le ministre.

40. L'exploitant de l'établissement s'assure que dans le cadre de la formation professionnelle d'appoint on ne se serve que du matériel didactique déterminé par l'établissement et approuvé par le ministre.

41. L'établissement délivre une attestation de formation à l'élève qui a atteint les objectifs des programmes d'études dans un domaine autorisé par son permis, conformément aux normes et modalités d'évaluation des apprentissages ainsi qu'aux règles de sanction des études de l'établissement approuvées par le ministre.

La forme et la teneur de l'attestation sont soumises à l'approbation du ministre; l'attestation ne doit contenir aucune mention susceptible de laisser croire qu'elle est décernée par le ministre ou qu'elle est équivalente à un diplôme, à un certificat ou à une autre attestation officielle décerné par le ministre ou une attestation d'études collégiales décernée par l'établissement en vertu du Règlement sur le régime pédagogique du collégial.

SECTION V

RESSOURCES HUMAINES

42. L'exploitant d'un établissement s'assure qu'une personne qu'il engage pour dispenser les services de formation et d'éveil à l'éducation préscolaire ou pour enseigner au primaire ou au secondaire est titulaire d'une autorisation d'enseigner délivrée par le ministre de l'Éducation en vertu de la Loi sur l'instruction publique, sauf dans les cas visés au deuxième alinéa de l'article 23 de cette loi.

Il s'assure en outre, sous réserve de l'article 44, qu'une personne qu'il engage pour assurer la direction pédagogique ou administrative de l'établissement possède les qualifications requises par les règlements du ministre de l'Éducation.

Toutefois, le ministre de l'Éducation peut, aux conditions et pour la durée qu'il détermine, autoriser toute dérogation au présent article.

43. L'exploitant d'un établissement s'assure qu'une personne qu'il engage pour donner la formation professionnelle d'appoint ou les services d'enseignement général ou professionnel au collégial possède les qualifications déterminées par l'établissement et approuvées par le ministre.

44. L'exploitant d'un établissement ne dispensant que l'enseignement général ou professionnel au collégial ou la formation professionnelle d'appoint ou exploité en vertu d'un permis restreint à certaines des matières prévues au régime pédagogique s'assure qu'une personne qu'il engage pour assurer la direction pédagogique ou administrative de l'établissement possède les qualifications déterminées par l'établissement et approuvées par le ministre.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

45. L'exploitant ne peut identifier l'établissement ou une installation mise à la disposition de l'établissement sous un nom autre que celui indiqué à son permis.

46. L'exploitant doit afficher son permis ou un duplicata de son permis délivré par le ministre dans chaque immeuble mis à la disposition de l'établissement.

L'exploitant qui donne la formation à distance doit, dans tout prospectus ou annuaire qu'il publie, inclure une reproduction de son permis.

47. L'exploitant peut demander au comité catholique ou au comité protestant une reconnaissance de son établissement comme catholique ou comme protestant; il peut pareillement demander le retrait de cette reconnaissance.

48. L'exploitant doit, dans la publicité, la sollicitation et les offres de service de l'établissement se conformer aux règlements du gouvernement.

49. L'exploitant d'un établissement dispensant la formation à distance doit, outre les conditions mentionnées à son permis, se conformer aux normes déterminées par les règlements du ministre.

50. Le ministre peut conclure une entente avec l'exploitant d'un établissement par laquelle ce dernier s'engage, aux conditions convenues dans l'entente, à donner des cours à des élèves ou à rendre d'autres services de nature pédagogique.

51. L'exploitant peut conclure une entente avec une commission scolaire en vertu de l'article 294 de la Loi sur l'instruction publique pour assurer le transport des élèves de l'établissement inscrits aux services d'enseignement primaire ou secondaire ou aux services éducatifs pour les adultes et leur réclamer le coût qu'il doit assumer en vertu de l'article 296 de cette loi, déduction faite des subventions accordées à cette fin, le cas échéant.

L'exploitant peut aussi, avec l'autorisation du ministre des Transports, organiser lui-même, en tout ou en partie, le transport des élèves visés au premier alinéa et conclure un contrat à cette fin. Il peut en réclamer le coût à ceux qui en bénéficient, déduction faite des subventions accordées à cette fin, le cas échéant. Les articles 297 et 298 de la Loi sur l'instruction publique et les règlements pris en vertu de l'article 453 de cette loi s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exploitant qui organise lui-même le transport des élèves.

L'exploitant visé au deuxième alinéa peut conclure une entente avec un autre exploitant visé à cet alinéa pour assurer le transport de ses élèves.

52. L'exploitant doit tenir un dossier scolaire pour chaque élève et un registre d'inscription, suivant la forme et la teneur prescrites par règlement du ministre.

Il doit, lorsque l'établissement cesse ses activités, transmettre au ministre les documents mentionnés au premier alinéa.

53. L'exploitant prépare et transmet au ministre les documents et les renseignements qu'il demande pour l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, à l'époque et dans la forme qu'il détermine.

La communication de tout renseignement nominatif par l'exploitant au ministre de l'Éducation en vue de l'application des règles budgétaires et de l'évaluation des programmes ainsi que la cueillette par le ministre de l'Éducation de tels renseignements sont

réputés nécessaires pour l'application du chapitre III de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

Malgré les articles 67.3 et 124 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le ministre de l'Éducation détermine seul les règles et les conditions applicables à un fichier de renseignements personnels contenant les renseignements visés au deuxième alinéa.

54. L'exploitant transmet au ministre, à l'époque et dans la forme qu'il détermine, les états financiers annuels de l'établissement.

Le présent article ne s'applique pas à l'établissement ne dispensant que la formation professionnelle d'appoint ou qui n'est l'objet que d'un permis restreint à certaines des matières prévues au régime pédagogique.

CHAPITRE IV

CONTRAT DE SERVICES ÉDUCATIFS

55. Le contrat de services éducatifs auquel s'applique le présent chapitre est celui par lequel l'exploitant d'un établissement d'enseignement privé s'engage envers une personne physique, le client, à fournir des services éducatifs visés à l'article 1 de la présente loi ou des services accessoires moyennant un prix que le client s'oblige à lui payer.

Le prix comprend les droits d'admission ou d'inscription, mais ne comprend pas les frais visés à l'article 56.

56. L'exploitant d'un établissement ne peut exiger d'une personne, en vue de la conclusion d'un contrat de services éducatifs, des frais pour déterminer l'admissibilité d'un élève excédant le montant déterminé selon les règlements du ministre.

57. Le contrat doit, à peine de nullité, être constaté par écrit et être conforme aux règlements du gouvernement.

Une copie du contrat doit être remise au client.

58. Le taux au mois, à la leçon ou à l'unité doit être le même pour toute la durée du contrat.

59. L'exploitant d'un établissement d'enseignement privé ne peut percevoir de paiement d'un client avant de commencer à exécuter

son obligation, sauf le paiement de droits d'admission ou d'inscription n'excédant pas le montant déterminé selon les règlements du ministre.

Il ne peut percevoir le paiement de l'obligation du client ou, si des droits d'admission ou d'inscription ont été versés, de son solde en moins de deux versements sensiblement égaux. Les dates d'échéance des versements doivent être fixées de telle sorte qu'elles se situent approximativement au début de chaque moitié, calculée en mois, en leçons ou en unités, de la durée des services éducatifs auquel l'élève est inscrit.

60. Le client peut, à tout moment et à sa discrétion, résilier le contrat en donnant avis à cet effet par courrier recommandé. Le contrat est résilié de plein droit à compter de la réception de l'avis.

61. Si le client résilie le contrat avant que la prestation des services n'ait été entreprise, l'exploitant de l'établissement ne peut exiger qu'une indemnité n'excédant pas le montant obtenu en soustrayant les droits d'admission ou d'inscription du moins élevé des montants suivants: 200 \$ ou un montant représentant au plus un dixième du prix total convenu pour ces services.

62. Si le client résilie le contrat après que la prestation des services ait été entreprise, l'exploitant de l'établissement ne peut exiger du client que les montants suivants:

1° le prix des services qui lui ont été fournis calculés en mois, en leçons ou en unités et stipulé dans le contrat;

2° à titre de pénalité, le montant obtenu en soustrayant les droits d'admission ou d'inscription du moins élevé des montants suivants: 200 \$ ou un montant représentant au plus un dixième du prix total convenu pour ces services.

63. Dans les dix jours qui suivent la résiliation du contrat, l'exploitant de l'établissement doit restituer au client les montants qu'il a reçus en excédent de ceux auxquels il a droit.

CHAPITRE V

SUBVENTIONS

SECTION I

AGRÈMENT

64. Le ministre peut, après consultation de la Commission, agréer aux fins de subventions un établissement d'enseignement privé relativement à tout ou partie des services éducatifs qu'il dispense.

Pour accorder l'agrément, le ministre tient compte notamment des éléments suivants :

1° la qualité de l'organisation pédagogique de l'établissement et ses critères de sélection du personnel enseignant et de direction ;

2° l'importance du besoin exprimé auquel l'établissement désire répondre ;

3° l'appui manifesté et la participation du milieu ;

4° les effets de l'agrément sur l'équilibre des ressources du milieu ;

5° l'apport spécifique de l'établissement en termes d'enrichissement, de complémentarité ou de diversité ;

6° le degré de participation des parents à la gestion pédagogique de l'établissement ;

7° la conformité des objectifs de l'établissement aux politiques du ministre ou du gouvernement.

L'agrément peut déterminer le nombre maximal d'élèves à temps plein admissible aux subventions pour chaque service éducatif, programme ou spécialité professionnelle auquel il s'applique.

65. Seuls sont admissibles à l'agrément :

1° les établissements exploités par un titulaire de permis qui est, soit une personne physique, soit une personne morale ou un organisme dont le seul objet est de dispenser des services éducatifs ;

2° les services éducatifs appartenant à une catégorie visée à l'un des paragraphes 1° à 4°, 7° ou 8° de l'article 1.

66. L'exploitant qui sollicite l'agrément de son établissement doit en faire la demande par écrit au ministre, dans les délais prescrits par les règlements du ministre. La demande contient les renseignements et est accompagnée des documents déterminés par les règlements du ministre.

67. La période de validité de l'agrément correspond à celle pendant laquelle l'établissement et les services éducatifs auxquels il s'applique font l'objet d'un permis.

68. Le ministre peut, à la demande de l'exploitant et après consultation de la Commission, modifier l'agrément de l'établissement.

SECTION II

SUBVENTIONS AUX SERVICES ÉDUCATIFS

69. Dans la présente section, on entend par « trimestre » 82 jours de classe.

70. Le ministre établit annuellement et soumet à l'approbation du Conseil du trésor des règles budgétaires pour déterminer le montant des subventions à verser aux exploitants des établissements d'enseignement agréés pour dispenser les services éducatifs qui en font l'objet.

Les règles budgétaires doivent prévoir l'allocation d'un montant de base par élève à temps plein légalement inscrit, aux dates qui y sont prévues, aux services éducatifs appartenant à l'une des catégories visées aux paragraphes 1° à 4°, 7° ou 8° de l'article 1 qui font l'objet de l'agrément, ainsi que les normes et barèmes de calcul pour l'allocation d'un montant tenant lieu de la valeur locative des installations de l'établissement.

En outre, les règles budgétaires peuvent prévoir notamment l'allocation de subventions à l'exploitant d'un établissement qui offre des programmes spéciaux établis par le ministre pour l'enseignement public, qui dispense des services éducatifs autres que ceux visés au deuxième alinéa, qui dispense des services éducatifs aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage autrement qu'en vertu d'une autorisation visée au paragraphe 2° de l'article 12 ou qui réalise des activités convenues avec le ministre.

Les règles budgétaires peuvent prévoir que l'allocation des subventions peut être assujettie à des conditions générales applicables

à tous les établissements ou à des conditions particulières applicables à un ou à certains d'entre eux. Les règles budgétaires peuvent également prévoir qu'une subvention visée au troisième alinéa n'est accordée qu'à un ou à certains établissements.

Les règles budgétaires peuvent varier selon la nature des services éducatifs ou les catégories d'élèves.

71. Le ministre détermine le nombre d'élèves à temps plein visé au deuxième alinéa de l'article 70, sauf ceux inscrits à l'enseignement collégial, en appliquant les règles suivantes :

1° l'élève inscrit à temps plein est celui qui participe au nombre minimum d'heures d'activités prévu au régime pédagogique ou par toute dérogation à ce régime qui lui est applicable ;

2° le nombre d'élèves qui ne sont pas inscrits à temps plein doit être converti en nombre d'élèves à temps plein en effectuant les opérations suivantes :

a) diviser, pour chaque élève inscrit à temps partiel, son nombre d'heures d'activités pour l'année scolaire par le nombre minimum d'heures d'activités prévu au régime pédagogique qui lui est applicable ;

b) additionner les quotients obtenus en application du sous-paragraphe a).

Le ministre détermine le nombre d'élèves à temps plein inscrits à l'enseignement collégial en appliquant les dispositions des règles budgétaires édictées à cette fin.

Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte des élèves suivants :

1° ceux pour lesquels une commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel, le gouvernement du Québec ou un autre gouvernement ou l'un de leurs ministères ou organismes assume directement ou indirectement les droits de scolarité ;

2° ceux inscrits aux services de formation à distance ;

3° pour les services éducatifs visés par les paragraphes 2° à 4° de l'article 1, les élèves qui excèdent l'âge maximal d'admissibilité prévu à l'article 1 de la Loi sur l'instruction publique, à moins qu'ils n'aient fait l'objet d'une dérogation dans les mêmes conditions que celles prévues au régime pédagogique.

72. Les montants de base par élève pour une année scolaire donnée ou, s'il s'agit de l'enseignement collégial, pour chaque trimestre d'une année scolaire donnée sont obtenus en appliquant à chaque montant de base par élève fixé pour l'année scolaire précédente les taux de variation des subventions versées pour l'année scolaire donnée aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel pour le même service éducatif, sans tenir compte toutefois des subventions versées pour des dépenses propres à l'enseignement public.

Le présent article ne s'applique pas :

1° aux montants par élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage fréquentant un établissement exploité en vertu d'une autorisation visée au paragraphe 2° de l'article 12;

2° aux montants par élève inscrit à temps partiel au collégial, au sens des règles budgétaires.

73. Le montant maximal de la contribution financière additionnelle visée à l'article 77, qu'un exploitant d'un établissement agréé peut exiger d'un élève venant de l'extérieur du Québec, est déduit du montant des subventions prévu pour cet élève.

74. Le montant de la valeur locative prévu au deuxième alinéa de l'article 70 est déterminé pour chaque année scolaire selon les normes et barèmes de calcul prévus par les règles budgétaires.

SECTION III

SUBVENTIONS AU TRANSPORT DES ÉLÈVES

75. Le ministre des Transports peut accorder une subvention à l'exploitant d'un établissement agréé qui est autorisé, en application du deuxième alinéa de l'article 51, à organiser lui-même le transport de tout ou partie des élèves inscrits aux services éducatifs qui font l'objet de l'agrément. À cette fin, il établit annuellement, après consultation du ministre de l'Éducation, et soumet à l'approbation du Conseil du trésor des règles budgétaires pour déterminer les montants des subventions allouées pour le transport de ces élèves.

Les règles budgétaires peuvent prévoir que l'allocation d'une subvention peut être faite sur la base de normes générales visant tous les élèves transportés ou sur la base de normes particulières ne visant que certains d'entre eux.

Les règles budgétaires peuvent prévoir que l'allocation d'une subvention peut être assujettie à des conditions générales applicables

à tout établissement d'enseignement privé agréé ou à des conditions particulières applicables à un ou à certains d'entre eux.

Les règles budgétaires peuvent aussi prévoir que l'allocation d'une subvention peut être assujettie à l'autorisation du ministre des Transports ou qu'elle peut n'être accordée qu'à un ou à certains établissements.

76. L'exploitant d'un établissement prépare et transmet au ministre des Transports les renseignements et documents que ce dernier demande aux fins des subventions, à l'époque et dans la forme qu'il détermine.

La communication de tout renseignement nominatif par l'exploitant au ministre des Transports en vue de l'application de l'article 75 ainsi que la cueillette par le ministre des Transports de tels renseignements sont réputés nécessaires pour l'application du chapitre III de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Malgré les articles 67.3 et 124 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le ministre des Transports détermine seul les règles et conditions applicables à un fichier de renseignements personnels contenant les renseignements visés au deuxième alinéa.

SECTION IV

OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

77. L'exploitant d'un établissement agréé ne peut exiger pour les services éducatifs visés par l'agrément, y compris l'admission, l'inscription et autres services de même nature, un montant supérieur au montant maximal déterminé selon les règlements du ministre.

Il peut toutefois exiger d'un élève venant de l'extérieur du Québec, au sens des règlements du ministre, une contribution financière additionnelle n'excédant pas le montant déterminé selon ces règlements.

Le présent article ne s'applique pas aux services éducatifs dispensés aux élèves visés au paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 71.

78. L'exploitant d'un établissement agréé tient les livres et comptes de l'établissement de la manière et suivant les formules que le ministre peut déterminer.

79. Pour chaque exercice financier, l'exploitant d'un établissement agréé nomme un vérificateur externe qui produit un rapport de vérification sur les opérations financières de l'établissement.

Le ministre peut préciser le mandat applicable à l'ensemble des vérificateurs externes des établissements agréés.

Le rapport du vérificateur externe doit être transmis par l'exploitant au ministre avec les états financiers annuels de l'établissement.

CHAPITRE VI

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

SECTION I

CONSTITUTION ET ORGANISATION

80. La Commission consultative de l'enseignement privé instituée par la Loi sur l'enseignement privé (1968, chapitre 67) continue, sous son nom, son existence en vertu de la présente loi.

81. La Commission est composée d'au plus neuf membres, dont un président, nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Éducation et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Au moins six de ces membres sont nommés après consultation des groupes les plus représentatifs des titulaires de permis, des dirigeants d'établissements d'enseignement privés auxquels s'applique la présente loi, des enseignants de ces établissements et des parents d'élèves de tels établissements.

82. Les membres sont nommés pour un mandat d'au plus trois ans.

À l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Leur mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.

83. Toute vacance survenant en cours de mandat parmi les membres est comblée, selon le mode prescrit à l'article 81, pour la durée non écoulée du mandat.

Constitue une vacance le défaut d'assister à quatre séances consécutives de la Commission.

84. Les membres de la Commission ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

85. Le président dirige les séances de la Commission et assure la gestion des activités de la Commission.

86. Le quorum aux séances de la Commission est de la majorité de ses membres.

87. La Commission peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

88. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Commission sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

Le président exerce à l'égard du personnel les pouvoirs que cette loi attribue à un dirigeant d'organisme.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS

89. La Commission a principalement pour fonction de conseiller le ministre de l'Éducation et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science sur toute question relevant de leur compétence dans le domaine de l'enseignement privé régi par la présente loi.

90. La Commission doit donner son avis au ministre de l'Éducation ou au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science sur toute question qu'il lui soumet relativement à l'enseignement privé.

Un avis de la Commission sur un sujet sur lequel le ministre est tenu de la consulter en vertu de la présente loi doit être donné dans les 90 jours de la date à laquelle le ministre en a fait la demande, à défaut de quoi, l'obligation du ministre cesse.

91. La Commission doit, à la demande du ministre, entendre l'exploitant d'un établissement ou la personne qui sollicite un permis ou un agrément en vertu de la présente loi et qui en fait la requête par écrit.

92. La Commission peut :

1° saisir le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science de toute question relative à l'enseignement privé régi par la présente loi;

2° solliciter et recevoir les observations et les suggestions d'individus ou de groupes sur toute question relative à telle matière.

93. La Commission doit, par règlement, prévoir des règles pour sa régie interne.

SECTION III

RAPPORT ANNUEL

94. La Commission doit transmettre au ministre de l'Éducation et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, au plus tard le 30 septembre de chaque année, un rapport sur ses activités de l'exercice financier précédent.

Ce rapport doit contenir:

1° la liste des demandes de permis, des modifications ou des révocations et, dans chaque cas, l'avis de la Commission et les motifs qui le justifient;

2° la liste des demandes d'agrément aux fins de subventions, des modifications ou des révocations et, dans chaque cas, l'avis de la Commission et les motifs qui le justifient;

3° les renseignements que peut prescrire le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

95. Le ministre de l'Éducation dépose le rapport annuel à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

CHAPITRE VII

RÈGLEMENTATION

96. Le gouvernement peut, par règlement:

1° établir la liste des domaines visés par la formation professionnelle d'appoint;

2° établir des conditions applicables à la délivrance, au renouvellement et à la modification des permis, y compris les

documents et renseignements à fournir ainsi que les délais pour présenter une demande;

3° déterminer les droits exigibles pour la délivrance, le renouvellement ou la modification des permis, lesquels peuvent varier selon la période de validité du permis, les services éducatifs visés, ou l'étendue ou l'importance des activités;

4° établir la nature et le montant du cautionnement qui doit être fourni pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis, sauf s'il s'agit d'un établissement agréé, ainsi que les règles d'utilisation du cautionnement par le ministre en cas de défaut et celles de sa remise;

5° établir des normes ou interdictions relatives à la publicité, à la sollicitation et aux offres de service d'un établissement d'enseignement privé;

6° déterminer la forme et la teneur des contrats de services éducatifs;

7° déterminer, parmi les dispositions réglementaires prises en vertu de l'un des paragraphes 5° ou 6°, celles dont la violation constitue une infraction;

8° exclure, aux conditions qu'il peut déterminer, des personnes, organismes, établissements ou services éducatifs de tout ou partie des dispositions de la présente loi ou des règlements pris en application du présent article.

97. Le ministre peut, par règlement:

1° établir les conditions de qualification requises du personnel de direction pédagogique ou administrative d'un établissement régi par l'article 42;

2° déterminer des normes relatives aux services de formation à distance;

3° déterminer la forme et la teneur du dossier de l'élève et du registre d'inscription qu'un exploitant doit tenir;

4° établir la procédure applicable à la délivrance et à la modification d'un agrément aux fins de subvention, y compris les documents et renseignements à fournir ainsi que les délais pour présenter une demande;

5° établir des règles pour la détermination de la contribution financière et de la contribution financière additionnelle visées à

l'article 77, et définir, au sens de cet article, l'expression « élève venant de l'extérieur du Québec » ;

6° établir des règles pour la détermination du montant maximal des frais visés à l'article 56 ou des droits d'admission ou d'inscription visés à l'article 59 ;

7° exclure, aux conditions qu'il peut déterminer, des personnes, organismes, établissements ou services éducatifs de tout ou partie des dispositions des règlements pris en application du présent article.

98. Les règlements pris en vertu des articles 96 et 97 peuvent varier selon les établissements, les services éducatifs, les programmes, les spécialités professionnelles ou les catégories de personnes.

99. Les projets de règlements visés aux paragraphes 1° à 3° et 8° de l'article 96 et à l'article 97 sont soumis à l'examen de la Commission.

CHAPITRE VIII

INSPECTION ET ENQUÊTE

SECTION I

INSPECTION

100. Le ministre peut, aux fins de la présente loi et de ses textes d'application, autoriser généralement ou spécialement toute personne à agir comme inspecteur.

101. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions :

1° avoir accès, à toute heure raisonnable, dans tout établissement d'enseignement privé visé dans la présente loi, afin de vérifier si la présente loi et ses textes d'application sont respectés ;

2° examiner et tirer copie de tout registre ou document relatif aux activités régies par la présente loi ;

3° exiger tout renseignement ou tout document relatif à l'application de la présente loi.

102. Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité.

103. L'inspecteur ne peut être poursuivi en justice pour les actes qu'il accomplit de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

SECTION II

ENQUÊTE

104. Le ministre ou toute personne qu'il désigne peut faire enquête sur toute question se rapportant à la qualité des services éducatifs visés par la présente loi, ou à l'administration, à l'organisation ou au fonctionnement d'un établissement d'enseignement privé.

Le ministre ou la personne qu'il désigne est, aux fins d'une enquête, investi des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

CHAPITRE IX

SANCTIONS ADMINISTRATIVES

SECTION I

MODIFICATION ET RÉVOCATION DES PERMIS

105. Le ministre peut, après consultation de la Commission, modifier ou révoquer un permis lorsque son titulaire :

1° ne remplit plus les conditions fixées par la présente loi et ses règlements pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis ;

2° ne se conforme pas aux conditions, restrictions ou interdictions relatives à l'exploitation de son établissement ;

3° ne dispose plus des installations ou des équipements requis ou adéquats pour dispenser les services éducatifs visés par le permis ;

4° a cessé de dispenser des services visés par son permis ;

5° est insolvable ou sur le point de l'être.

106. Le ministre peut, au lieu de modifier ou de révoquer le permis d'un titulaire pour un motif prévu au paragraphe 1°, 2° ou 3° de l'article 105, lui ordonner d'apporter les correctifs qu'il indique dans le délai qu'il fixe.

Si le titulaire ne respecte pas l'ordonnance, le ministre peut alors modifier ou révoquer son permis.

107. Le ministre doit, avant de modifier ou de révoquer le permis, donner à l'exploitant l'occasion d'être entendu.

Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en donnant les motifs qui y ont conduit, à l'exploitant de l'établissement dont il modifie ou révoque le permis.

SECTION II

MODIFICATION ET RÉVOCATION DES AGRÈMENTS

108. Le ministre peut, après consultation de la Commission, modifier ou révoquer un agrément aux fins de subventions lorsque :

1° l'agrément a été accordé sur la foi de renseignements faux ou trompeurs ;

2° l'établissement ne remplit plus les conditions d'admissibilité à l'agrément ;

3° l'exploitant ne se conforme pas aux conditions, restrictions ou interdictions relatives à l'exploitation de l'établissement ;

4° s'il estime qu'un changement dans la situation de l'établissement le rend nécessaire compte tenu des éléments mentionnés à l'article 64.

109. Le ministre doit, avant de modifier ou de révoquer un agrément, donner à l'exploitant l'occasion d'être entendu.

Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en donnant les motifs qui y ont conduit, à l'exploitant de l'établissement dont il modifie ou révoque l'agrément aux fins de subventions.

SECTION III

RETRAIT DES SUBVENTIONS

110. Le ministre peut retenir ou annuler tout ou partie du montant d'une subvention destinée à un exploitant d'établissement, autre qu'une subvention pour le transport des élèves, en cas de refus ou de négligence de se conformer aux conditions, restrictions ou interdictions relatives à l'exploitation de l'établissement.

111. L'exploitant d'un établissement agréé qui ne respecte pas les dispositions des articles 72 ou 73 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) ou des règlements prévus aux articles 80 ou 81 de ladite loi n'est pas admissible pour l'année scolaire concernée par la contravention aux subventions applicables à l'ordre d'enseignement concerné.

112. Le ministre des Transports peut retenir ou annuler tout ou partie du montant de toute subvention au transport des élèves lorsque l'une des dispositions de l'article 51 ou 76 ou d'une disposition auquel réfère l'article 51 n'est pas respectée.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS PÉNALES

113. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 7, 8 ou 45 est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$.

114. Quiconque, sans être titulaire d'un permis délivré par le ministre pour l'établissement et les services éducatifs en cause, donne lieu de croire qu'il exploite ou est autorisé à exploiter un établissement d'enseignement privé dispensant des services éducatifs appartenant à une catégorie visée à l'article 1 ou poursuivant les mêmes objectifs est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$.

115. Quiconque cède son permis sans y être autorisé par le ministre est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$.

116. L'exploitant d'un établissement qui contrevient à l'une des dispositions de l'article 46 est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$.

117. Quiconque contrevient à l'une des dispositions de l'article 18 ou 52, est passible d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 4 000 \$.

118. L'exploitant d'un établissement qui contrevient à l'une des dispositions des articles 56, 57, 59 ou 77 est passible d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 4 000 \$.

119. Quiconque fournit au ministre, en application de l'article 9, 18, 53, 66 ou 79, des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs ou permet l'inscription de tels renseignements dans un dossier scolaire ou un registre visé à l'article 52 ou dans un état, rapport ou autre document qu'il communique au ministre en application des articles 9, 53, 54, 66 ou 79 est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$.

120. L'exploitant d'un établissement qui omet ou refuse de remettre au ministre son permis lorsque celui-ci est révoqué ou modifié à l'initiative du ministre est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 2 000 \$.

121. L'exploitant d'un établissement qui contrevient à une disposition d'un règlement pris en vertu de l'un des paragraphes 5° ou 6° de l'article 96 dont la violation constitue une infraction est passible d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 4 000 \$.

122. Quiconque fait obstacle à l'exercice des fonctions d'une personne qui procède à une inspection faite en application de la présente loi est passible d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$, dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 4 000 \$.

123. En cas de récidive, les amendes prévues pour l'infraction en cause sont portées au double.

124. Lorsqu'une personne morale commet une infraction prévue dans la présente loi, l'administrateur, le dirigeant, l'officier ou le représentant de cette personne morale qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'acte ou de l'omission qui constitue l'infraction ou qui y a consenti est partie à l'infraction et passible de la peine qui y est prévue.

CHAPITRE XI

MODIFICATIONS DE CONCORDANCE

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

125. L'article 72 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Cette disposition vaut pour les organismes scolaires au sens de l'Annexe et s'applique aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions au sens de la Loi sur l'enseignement privé (*inscrire ici la référence à la présente loi*). ».

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

126. L'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant :

« 15° un immeuble appartenant à une corporation sans but lucratif titulaire d'un permis d'exploiter un établissement d'enseignement privé délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (*inscrire ici la référence à la présente loi*) et qui est mis à la disposition de cet établissement ; » ;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 16°, des mots « appartenant à une institution d'enseignement privé déclarée d'intérêt public ou reconnue à des fins de subventions » par les mots « mis à la disposition d'un établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 16°, des mots « une institution » par les mots « un établissement » ;

4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 17°, de « , 15° ou 16° » par « ou 15° ».

127. L'article 236 de cette loi, modifié par l'article 113 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « une corporation sans but lucratif titulaire d'un permis d'enseignement général, d'enseignement professionnel ou d'enseignement pour enfance inadaptée en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9), une institution d'enseignement privé déclarée d'intérêt public ou reconnue à des fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé et une

institution » par « un établissement d'enseignement privé exploité par une corporation sans but lucratif en vertu d'un permis délivré conformément à la Loi sur l'enseignement privé, un établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé et un établissement ».

128. L'article 255 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « une institution » par les mots « un établissement » ;

2° par le remplacement, dans les septième, huitième et neuvième lignes du troisième alinéa, de « reconnu d'intérêt public ou reconnu pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9) » par « agréé aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé » ;

3° par le remplacement, dans la douzième ligne du troisième alinéa, des mots « une telle institution » par les mots « un tel établissement » ;

4° par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa et après le mot « matière », des mots « d'éducation préscolaire ou » ;

5° par le remplacement, dans la sixième ligne du quatrième alinéa, des mots « , une institution » par les mots « ou un établissement » ;

6° par la suppression, dans le quatrième alinéa, des mots « ou une institution d'enseignement privé reconnue d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé ».

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

129. L'article 15 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3), modifié par l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « une institution au sens de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) ou une institution » par les mots « un établissement régi par la Loi sur l'enseignement privé (*inscrire ici la référence à la présente loi*) ou un établissement ».

130. L'article 213 de cette loi, modifié par l'article 23 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans

les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « une institution au sens de » par les mots « un établissement d'enseignement régi par ».

131. L'article 215 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « une institution au sens de » par les mots « un établissement d'enseignement régi par » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Une institution » par les mots « Un établissement ».

132. L'article 294 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « une institution d'enseignement au sens de » par les mots « un établissement d'enseignement régi par ».

133. L'article 296 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots « une institution au sens de » par les mots « un établissement régi par ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

134. L'article 5 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « appartenant à des institutions privées et servant à l'enseignement » par les mots « mis à la disposition d'un établissement d'enseignement privé ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE

135. L'article 5 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (L.R.Q., chapitre M-15.1.1) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « la présente loi » par les mots « toute loi dont il a charge d'assurer l'application ».

136. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, des mots « appartenant à des institutions privées et servant à l'enseignement » par les mots « mis à la disposition d'un établissement d'enseignement privé ».

LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

137. L'article 188 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e*) d'un établissement d'enseignement régi par la Loi sur l'enseignement privé (*inscrire ici la référence à la présente loi*) ; » ;

2° par la suppression du paragraphe *f*.

138. L'article 190 de cette loi est modifié par la suppression, dans le paragraphe *h*, de « , ou le cas échéant, par la Loi sur l'enseignement privé ou par un règlement d'application de cette loi ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

139. Le paragraphe 2 de l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est remplacé par le suivant :

« 2. LES EMPLOYÉS DES ÉTABLISSEMENTS AVEC LESQUELS UNE ENTENTE A ÉTÉ CONCLUE EN VERTU DE L'ARTICLE 50 DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (*inscrire ici la référence à la présente loi*) PENDANT LA DURÉE DE CETTE ENTENTE ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

140. Les paragraphes 3 et 4 de l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) sont remplacés par les suivants :

« 3. LES ÉTABLISSEMENTS AVEC LESQUELS UNE ENTENTE A ÉTÉ CONCLUE EN VERTU DE L'ARTICLE 50 DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (*inscrire ici la référence de la présente loi*) PENDANT LA DURÉE DE CETTE ENTENTE.

« 4. LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT AGRÉÉS AUX FINS DE SUBVENTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ».

AUTRES DISPOSITIONS

141. Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou tout autre document, un renvoi à la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) ou à l'une de ses dispositions est, à moins que le contexte n'indique un sens différent, un renvoi à la présente loi ou à la disposition correspondante de la présente loi.

142. Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou un autre document, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

1° l'appellation « institution d'enseignement » ou le mot « institution » utilisé dans le sens de cette appellation, sont respectivement remplacés par « établissement d'enseignement » et « établissement », compte tenu des adaptations nécessaires ;

2° les qualificatifs « déclaré d'intérêt public », « reconnu aux fins de subventions », « reconnu à des fins de subventions » et « reconnu pour fins de subventions », lorsqu'ils concernent un établissement d'enseignement régi par la présente loi, sont remplacés par « agréé aux fins de subventions », compte tenu des adaptations nécessaires.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

143. Sont réputés être des permis délivrés en vertu de la présente loi, dans la mesure où ils concernent des services éducatifs visés par celle-ci :

1° les permis en vigueur le 30 juin 1992, délivrés en vertu de la Loi sur l'enseignement privé dans sa version antérieure au 1^{er} juillet 1992 ou visés à l'article 72 de cette loi ;

2° les déclarations d'intérêt public et les reconnaissances aux fins de subventions en vigueur le 30 juin 1992, faites en vertu de cette loi.

Sont réputés, dans la même mesure, être des permis en formation professionnelle d'appoint délivrés en vertu de la présente loi, les permis de culture personnelle en formation professionnelle d'appoint en vigueur le 30 juin 1992, délivrés par le ministre de l'Éducation.

144. Tout permis visé à l'article 143 expire à la date fixée au permis, à la déclaration d'intérêt public ou à la reconnaissance aux fins de subventions ; si plus d'une date y sont fixées, le permis expire à la première échéance.

Faute de mention d'une telle date, le permis expire le 30 juin 1995.

Le renouvellement du permis s'effectue dans les conditions prévues par la présente loi. Le ministre, lors du renouvellement, corrige les mentions du permis en vue de les faire correspondre aux appellations utilisées dans la présente loi et peut exercer les pouvoirs prévus à l'article 13.

145. Les déclarations d'intérêt public et les reconnaissances aux fins de subventions en vigueur le 30 juin 1992, faites en vertu de la Loi sur l'enseignement privé dans sa version antérieure au 1^{er} juillet 1992, sont réputées être des agréments aux fins de subventions accordés en vertu de la présente loi.

Le ministre peut, après consultation de la Commission, déterminer le nombre maximal d'élèves à temps plein d'un établissement auquel s'applique le premier alinéa qui est admissible aux subventions pour chaque service éducatif, programme ou spécialité professionnelle, dans le cas où la déclaration ou la reconnaissance ne l'a pas prévu.

146. Le ministre prend, dans les conditions prévues par la présente loi, sa décision sur toute demande de permis pour tenir ou exploiter, à compter d'une date postérieure au 30 juin 1992, un établissement d'enseignement privé, peu importe que la demande ait été adressée avant ou après le (*inscrire ici la date de sanction de la présente loi*).

Toute demande de déclaration d'intérêt public ou de reconnaissance pour fins de subventions, pour valoir à compter d'une date postérieure au 30 juin 1992, est traitée à la fois comme une demande de permis conformément au premier alinéa et comme une demande d'agrément aux fins de subventions, peu importe que la demande ait été adressée avant ou après le (*inscrire ici la date de sanction de la présente loi*).

147. Pour l'application de l'article 72 aux règles budgétaires de l'année scolaire 1992-1993, les montants de base de l'année scolaire précédente sont les montants de base de l'année scolaire 1990-1991 modifiés par le gouvernement pour l'année scolaire 1991-1992 pour tenir compte des taux de variation des subventions versées pour l'année scolaire 1991-1992 aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel pour les mêmes services, sans tenir compte toutefois des subventions versées pour des dépenses propres à l'enseignement public.

Les montants de base de l'année scolaire 1990-1991 ou, s'il s'agit de l'enseignement collégial, de chaque trimestre de l'année scolaire 1990-1991 sont:

- 1° de 1 361 \$ à l'éducation préscolaire;
- 2° de 1 998 \$ à l'enseignement primaire;
- 3° de 2 852 \$ à l'enseignement secondaire;

4° à l'enseignement collégial;

a) de 1 760 \$ pour l'enseignement général;

b) de 3 030 \$ pour l'enseignement des techniques biologiques;

c) de 2 252 \$ pour l'enseignement des techniques physiques;

d) de 2 132 \$ pour l'enseignement des techniques humaines;

e) de 1 932 \$ pour l'enseignement des techniques de l'administration;

f) de 2 424 \$ pour l'enseignement des arts et des lettres.

148. Les membres de la Commission consultative de l'enseignement privé en fonction le 30 juin 1992 sont réputés avoir été nommés en application de la présente loi.

Ils demeurent en fonction pour la durée non écoulée de leur mandat ou jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés en vertu de la présente loi.

149. Le gouvernement et le ministre peuvent valablement exercer avant le 1^{er} juillet 1992 les fonctions et pouvoirs qui sont prévus dans la présente loi et dans les régimes pédagogiques auxquels renvoie la présente loi, pour qu'il soit donné effet aux dispositions de la présente loi dès le 1^{er} juillet 1992.

150. Les règlements ou les décisions prises par le gouvernement, par le ministre de l'Éducation, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou par le ministre des Transports en vertu de la Loi sur l'enseignement privé, dans sa version antérieure au 1^{er} juillet 1992, ou d'une disposition auquel cette loi réfère, ou en vertu de l'article 30 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et applicables aux personnes ou aux établissements visés par la présente loi leur demeurent applicables, dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés en vertu de la présente loi ou jusqu'à ce que leur objet soit accompli.

151. Malgré les articles 26, 36 et 37 de la présente loi, l'établissement d'enseignement privé qui, le 30 juin 1992, est autorisé à dispenser un programmes d'études de l'établissement reconnu par le ministre, en vertu de l'article 43 ou 44 de la Loi sur l'enseignement privé dans sa version antérieure au 1^{er} juillet 1992, peut continuer à dispenser un tel programme jusqu'à la date d'expiration de son permis.

152. La présente loi remplace la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9).

153. Sauf les articles 51, 75, 76 et 112, dont l'application relève du ministre des Transports, le ministre de l'Éducation et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science sont chargés de l'application de la présente loi, chacun dans les domaines relevant de leur compétence.

154. Les dispositions de la présente loi qui accordent des droits et privilèges à une confession religieuse s'appliquent malgré les articles 3 et 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

155. Les dispositions de la présente loi qui accordent des droits et privilèges à une confession religieuse ont effet indépendamment des dispositions du paragraphe *a* de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982) et de l'article 15 de cette loi.

156. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1992, sauf:

1° celles des articles 146, 147 et 149 qui entrent en vigueur le (*inscrire ici la date de sanction de la présente loi*);

2° celles du chapitre IV, de l'article 77, des paragraphes 5° et 6° de l'article 97 et de l'article 118 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1992 pour s'appliquer aux contrats de services éducatifs conclus à compter de cette date pour des services dont la prestation doit être entreprise après le 30 juin 1992.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
CHAPITRE I	
CHAMP D'APPLICATION ET AUTRES DISPOSITIONS INTRODUCTIVES	1
CHAPITRE II	
PERMIS D'EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT	7
CHAPITRE III	
RÈGLES RÉGISSANT LES ACTIVITÉS DES ÉTABLISSEMENTS	
Section I:	Éducation préscolaire, enseignement primaire et enseignement secondaire 19
Section II:	Services éducatifs pour les adultes 31
Section III:	Enseignement collégial 36
Section IV:	Formation professionnelle d'appoint 38
Section V:	Ressources humaines 42
Section VI:	Dispositions diverses 45
CHAPITRE IV	CONTRAT DE SERVICES ÉDUCATIFS 55
CHAPITRE V	
SUBVENTIONS	
Section I:	Agrément 64
Section II:	Subventions aux services éducatifs 69
Section III:	Subventions au transport des élèves 75
Section IV:	Obligations de l'exploitant 77
CHAPITRE VI	
COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ	
Section I:	Constitution et organisation 80
Section II:	Fonctions et pouvoirs 89
Section III:	Rapport annuel 94
CHAPITRE VII	RÈGLEMENTATION 96
CHAPITRE VIII	
INSPECTION ET ENQUÊTE	
Section I:	Inspection 100
Section II:	Enquête 104
CHAPITRE IX	
SANCTIONS ADMINISTRATIVES	
Section I:	Modification et révocation des permis 105
Section II:	Modification et révocation des agréments 108
Section III:	Retrait de subventions 110
CHAPITRE X	DISPOSITIONS PÉNALES 113
CHAPITRE XI	MODIFICATIONS DE CONCORDANCE 125
CHAPITRE XII	
DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	143